



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 12ème législature

allocation personnalisée d'autonomie

Question au Gouvernement n° 85

### Texte de la question

#### ALLOCATION PERSONNALISÉE D'AUTONOMIE

**M. le président.** La parole est à M. Jean-Claude Sandrier.

**M. Jean-Claude Sandrier.** Ma question s'adresse à M. le Premier ministre. L'allocation personnalisée d'autonomie pour les personnes âgées constitue un progrès social et humain considérable. Son succès démontre que cette mesure prise par le précédent gouvernement correspond à un besoin trop longtemps sous-estimé. Ce succès a naturellement des conséquences financières. (*« Ah ! » sur plusieurs bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

Monsieur le Premier ministre, n'ayant obtenu aucune réponse de la part du ministre de l'économie et des finances à notre proposition de financement, je la réitère aujourd'hui au nom du groupe des député-e-s communistes et républicains. Il suffirait de ne pas baisser les impôts des contribuables des deux plus hautes tranches de l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire des plus riches.

**M. Lucien Degauchy.** Ils sont partis les plus riches. Ils ne sont plus là !

**M. Jean-Claude Sandrier.** Cela rapporterait 1,2 milliard d'euros et permettrait de financer le surcoût de cette mesure sociale sans aucune imposition supplémentaire, notamment de la part des départements.

**M. Yves Nicolin.** Démagogue !

**M. Jean-Claude Sandrier.** Est-il si difficile de faire le choix d'aider les personnes âgées qui souffrent, plutôt que d'aider les riches à être encore plus riches ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et sur plusieurs bancs du groupe socialiste. - Exclamations sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle.*)

**M. le président.** La parole est à M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées.

**M. Pierre Goldberg.** La réponse !

**M. le président.** Laissez parler M. le secrétaire d'Etat !

**M. Hubert Falco,** secrétaire d'Etat aux personnes âgées. Quel toupet, dirait-on dans le Midi ! Vous venez de nous expliquer comment il faudrait financer une mesure que le gouvernement que vous souteniez a mise en place. (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

**M. Hervé Novelli.** Eh oui !

**M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées.** Pour quelle raison ne l'avez-vous pas financée ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française.*) Voilà ce qui arrive lorsque l'on met la charrue avant les boeufs ! (*Mêmes mouvements.*)

Vous avez fait de la publicité avant de travailler sérieusement à la mise en place de cette mesure sociale.

**M. Hervé Novelli.** Très bien !

**M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées.** Vous avez créé des inégalités dans les départements parce que vous avez mal préparé cette mesure (*Protestations sur les bancs du groupe des député-e-s communistes et républicains et du groupe socialiste*),...

**M. Bernard Derosier.** Non !

**M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées.** ... parce que vous n'avez pas procédé à la concertation qu'il était indispensable de faire.

**M. Pierre Goldberg.** Et la réponse ?

**M. le secrétaire d'Etat aux personnes âgées.** Vous avez créé des inégalités parmi les bénéficiaires, monsieur le député, parce que, vous le savez très bien, l'APA n'est pas la même selon que l'allocataire vit à son domicile ou en établissement. La réponse, nous allons l'apporter, mesdames, messieurs les députés, tout simplement parce que nous, nous allons faire du social (*Exclamations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains. - Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française*), mais nous allons faire du social sérieusement et nous ne mettrons pas la charrue avant les boeufs ! Nous allons vous proposer des financements pour appliquer votre mesure. (*Applaudissements sur les bancs du groupe de l'Union pour la majorité présidentielle et du groupe Union pour la démocratie française. - Protestations sur les bancs du groupe socialiste et du groupe des député-e-s communistes et républicains.*)

**M. Jean-Claude Lefort.** On n'a pas la réponse !

## Données clés

**Auteur :** [M. Jean-Claude Sandrier](#)

**Circonscription :** Cher (2<sup>e</sup> circonscription) - Député-e-s Communistes et Républicains

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 85

**Rubrique :** Personnes âgées

**Ministère interrogé :** personnes âgées

**Ministère attributaire :** personnes âgées

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 24 octobre 2002

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 octobre 2002